

L'Algérie est intéressée par l'Union pour la Méditerranée (UPM), a déclaré mercredi le ministre des Affaires étrangères Mourad Medelci en soulignant que ce projet comportait des aspects obscurs qu'il faut traiter. «L'Algérie est toujours intéressée par le projet d'UPM qui doit être proclamée le 13 juillet à Paris) mais ce projet comporte certains aspects obscurs qu'il faudrait traiter», a déclaré M. Medelci à la radio.

Le ministre a notamment souligné qu'il est demandé aux pays du sud de la Méditerranée de "consacrer des fonds (à ce projet) alors que la contribution de l'Union européenne reste insignifiante", a-t-il dit. M. Medelci a par ailleurs rappelé que lors de la récente rencontre au Caire des ministres des Affaires étrangères des pays arabes concernés, certains de ces pays avaient "émis des réserves liées particulièrement à la question du financement des projets" de l'UPM.

Le ministre algérien a cependant souligné que l'UPM "peut constituer un nouvel outil de coopération qui vient compléter le processus de Barcelone qui comporte des lacunes". Il a insisté en même temps "sur l'importance de lui donner le temps nécessaire afin de lui conférer un contenu réel". Alger n'a pas encore indiqué si le président Abdelaziz Bouteflika allait prendre part au sommet de Paris le 13 juillet qui doit regrouper les candidats à l'UPM, à l'invitation du président français Nicolas Sarkozy.

Par ailleurs, selon M. Medelci, une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de la Méditerranée aura lieu les 5 et 6 juin à Alger. Le ministre, qui n'a pas précisé le nom des pays participants, a indiqué que cette rencontre traiterait de "questions importantes dont la situation au Proche Orient" et du projet d'Union pour la Méditerranée (UPM), en vue de dégager "une position commune qui sera un message à l'adresse des décideurs", a-t-il souligné.

M. Medelci a indiqué aussi que cette réunion "sera une occasion pour renforcer les relations entre les pays du bassin méditerranéen et définir une position commune sur la question palestinienne et la situation au Liban". Des pays arabes du sud de la Méditerranée avaient émis des réserves sur la présence d'Israël au sein de la future UPM lors de leur réunion la semaine dernière au Caire.